

T'OKUP!

Agenda-journal interstitiel de la mouvance anarch@-alternat@-intersquat-féministe-antifa-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)

n° 53 (juin 2005)

Gratuit bien sûr

www.squat.net/ea

PRÉSENTATION > Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup! essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup! sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos.

Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne

CARAVANE intersquat HORS CONTRÔLE à vélo La suisse romande de contrôles en répressions

La caravane des squatteurs/euses (T'Okup! 52) est partie de Winterthur le 13 mai, passant par différentes villes de Suisse, et a rejoint Genève le 28 mai. Elle dénonce la société de contrôle basée sur le fichage policier, l'omniprésence des caméras de surveillance, le quadrillage urbain au service du profit et tente des expériences d'autonomie et d'autogestion dans tous les domaines de la vie, que ce soit l'habitat, la façon de se nourrir et de se déplacer.

Le trajet sur toute la Suisse allemande se passe sans encadrement policier visible et toutes les actions organisées dans le but de dénoncer les pratiques de contrôle et le problème de l'exclusion se déroulent sans la moindre intervention des forces de l'ordre. Seulement dès l'arrivée des cyclistes militantEs en Suisse romande, la présence policière s'intensifie clairement. Depuis Neuchâtel des voitures de police prennent la tête de la caravane et imposent aux cyclistes leur présence massive. A l'arrivée à Lausanne, ce n'est pas seulement une Critical Mass qui accueille la caravane, mais aussi de nombreux camions d'anti-émeutes. Durant les trois jours de présence des cyclistes en ville, les policiers en tenue robocop encadrent les déplacements et surveillent tout mouvement, les filmages intempestifs deviennent une pratique banale. La nuit du lundi 23 mai, deux personnes arrêtées et retenues au poste jusqu'au lendemain matin pour un tag.

L'étape suivante, Coppet: de là, suite à la mise sous mesure de contrainte d'un requérant débouté, un rassemblement s'organise devant la prison de Frambois dans la banlieue genevoise pour soutenir cette personne, dans un discours plus large contre toutes les prisons. S'ensuit



une répression effarante de la police genevoise, d'autant que tout avait été fait de la part de la caravane pour éviter une quelconque confrontation. Nous joignons ici le communiqué de presse écrit le lendemain, ainsi que le témoignage d'une des personnes arrêtées, tabassées et mises en garde à vue pendant quatre jours (*lire au verso, p.2*).

Par la suite, le battage policier ne s'est pas amoindri. Tôt le matin suivant Frambois, une quarantaine de gendarmes vaudois encerclent la maison de Coppet, pour saisir l'identité de cyclistes hors contrôle, officiellement afin de contrôler les chaussures de tout le monde ! En effet, aux alentours de Nyon un automobiliste hors de lui percuta un caravaniste et voit ensuite sa voiture endommagée par des coups de pied. Puisque les gens de la caravane n'ont pas l'habitude de dormir en chaussures, il est difficile de voir un autre but de cette action policière que le contrôle de tout le monde avant l'entrée de la caravane à Genève. Notons au passage que deux personnes sont tout de même emmenées au poste pour être relâchées deux heures plus tard sans chaussures.

A Genève, la phobie d'un remake du G8 donne des ailes aux robocops. Les caravanistes ayant été contrôlés, la cible des policiers devient toute personne susceptible de rejoindre le départ de la Critical Mass qui accueille la caravane aux portes de la ville. Les personnes contrôlées sont filmées de haut en bas, ainsi que l'intérieur de leur sac, et certaines se font relever leur numéro de natel, permettant un contrôle de leur annuaire. La manifestation aboutit à l'occupation d'une maison,

suite en page 2 >>>

Dans le cadre de la journée des réfugié-e-s

**Manif interrégionale
Samedi 18 juin 2005
14 h, Waisenhausplatz, Berne**

Contre toutes les discriminations

Réfugié-e-s, requérant-e-s d'asile, personnes sans papiers, chômeurs/euses, personnes précarisées, femmes qui disent leurs droits, personnes atteintes dans leur santé, personnes qui prennent de l'âge, jeunes sur la touche... tou-te-s des profiteurs/euses?

A entendre de nombreux/euses politicien-ne-s largement relayé-e-s par les médias de masse, on serait porté-e à croire qu'il n'y a que les riches qui sont des gens bien. Quelle que soit par ailleurs leur couleur de peau ou leur passeport. Il est donc plus nécessaire que jamais de rappeler que les profiteurs/euses sont celles et ceux qui font du profit, sans égard pour le bien-être général, sans scrupules quant aux conséquences de leurs razzias sur la vie de millions de personnes et sur l'état de la planète.

Le projet capitaliste à l'assaut de nos solidarités

A l'amitié et à la solidarité, les tenant-e-s du système capitaliste nous imposent la concurrence, la compétition et tentent de nous jouer les un-e-s contre les autres. Ainsi, il n'y aurait de valeurs que celles qui sont cotées en bourse.

Les riches savent très bien se tenir les coudes. Ils/elles connaissent et savent comment défendre leurs intérêts de classe. G8, WEF, OMC, FMI, banque mondiale sont quelques-uns des clubs et des moyens massifs qui permettent aux riches de s'enrichir. La concurrence et la prise de risque c'est pour les autres. A l'image de Swiss, de la BCV, seuls les déficits, les déconfitures et les faillites sont socialisés.

Christophe Blocher est un pur acteur capitaliste. Et bon manipulateur. Multimilliardaire, il est capable de faire croire à des gens qui raclent les fonds de tiroir chaque fin de mois que les intérêts des riches sont aussi les leurs. Et comme il ne se trouve pas grand chose en face pour proposer une autre lecture de la réalité, les désespéré-e-s votent pour lui, avec les fachos et les frustré-e-s. Eh oui, en face il n'y a pas grand chose. Pire: Blocher n'est pas tout seul. S'il l'était, cela se

suite en dernière page >>>

l'Arquebuse, lieu occupé auparavant à trois reprises, toujours évacué pour être vide aujourd'hui. Le lendemain, une street party est prévue mais est empêchée par la police. Tout le centre ville est paralysé, quadrillé de patrouilles de police. Elle encercle la maison occupée et des contrôles massifs se font à proximité et au lieu de rassemblement prévu. Le camion de la caravane est fouillé ainsi que toutes les affaires personnelles s'y trouvant. Aucune liberté de mouvement n'est tolérée sur la journée, les policiers maintenant la pression tout autour de l'Arquebuse. Cette occupation se voulait symbolique et prévue uniquement sur le week end. Face à l'oppressante présence policière, les personnes décident de quitter les lieux samedi soir, ce qui n'est possible qu'en petits groupes et sous surveillance. Le squat de la Tour, ainsi que les terrains qui ont accueilli par la suite les personnes de la caravane, ont jusqu'au départ de celle-ci subi une présence rapprochée de la police. Un descente a eu lieu au terrain du Lignon. Certaines personnes ont été contrôlées jusqu'à 13 fois le même jour.



Une chose est évidente. Dès qu'on porte un discours subversif qui nous éloigne de

l'image «sympathique» de jeunes luronNES désorganiséEs et sales, la répression arrive. La presse s'interroge sur le laxisme des politicienNES, sans jamais se questionner sur le message porté par la caravane. Elle en profite au passage pour s'étaler sur le phénomène black bloc et encourager l'intervention de la police.

On assiste à un spectacle absurde: on nous fait croire que s'il n'y a pas eu de casse, c'est uniquement grâce à la présence massive des anti-émeutes et au contrôle constant. Paradoxalement, l'ambiance de menace créée par l'omniprésence policière rend celle-ci nécessaire et justifie les coûts des dispositifs préventifs et répressifs.

Ainsi, la phobie sécuritaire alimentée par le monde politique et la presse exclut de l'espace urbain toute expression et action visible, politique, ludique ou artistique sortant du moule de la logique marchande.

Des membres de la caravane hors contrôle

A voir: www.stopcontrol.ch.vu

Un bilan plus abouti de la caravane se fera ultérieurement

Témoignage d'une des personnes incarcérées suite à la manifestation devant Frambois (extraits)



Alors que nous repartions à vélo, j'aperçois un policier courir entre les gens surpris en distribuant sauvagement des coups de matraque au hasard sur les gens et sans éviter le visage. Je me retourne et je m'aperçois qu'il y en a plein d'autres qui s'acharnent [...] des gens au sol se font matraquer et tabasser. Les coups sont donnés au hasard alors que personne n'était en mesure de se défendre [...]. Je me prends plusieurs coups de matraque sur la tête. A partir de cet instant je m'effondre au sol et subis de violents coups de poings, pied et matraque, je suis sonné et me fais relever par les cheveux pour être rejeté violemment au sol. Je me souviens avoir eu la tête écrasée au sol par une botte qui faisait sadiquement de petits mouvements avant arrière [...]. Il me traîne par les cheveux ainsi en me faisant trébucher en tapant sur mes poignets menottés. Je pensais que mes cheveux s'arrachaient [...]. Il me fait entrer dans la voiture en me donnant encore des coups avec le bout de la matraque, je pense pour éviter les hématomes. Dans la voiture je me fais insulter et humilier en continu. Toujours menotté, assis dans la voiture derrière à droite, le policier assis à mes côtés me frappe à de nombreuses reprises dans les côtes avec la pointe de sa matraque et me donne un fort coup de poing dans le nez qui me fait saigner immédiatement et continue à m'insulter et m'humilier en criant à tous ses collègues que je pue. D'autres se moquent de mon visage ensanglanté par différents commentaires [...]. [Au poste] On m'ordonne de me déshabiller pour la fouille, je dois me baisser, écarter les jambes et tousser. Tout ceci sous le regard, les commentaires et les moqueries homophobes d'environ six flics avec la porte de la cellule grande ouverte. [...] Vers quatre heures du matin on vient me chercher pour me déplacer dans un autre poste au centre ville. Après de nombreuses heures en cellule je suis entendu par un «commissaire», je crois. Je l'informe que je n'ai rien à déclarer et il m'apprend que je suis sous mandat d'arrêt pour émeute, violence contre fonctionnaire et dommage à la propriété. L'audition finit rapidement. On me remet en cellule, j'attends et je me fais amener au tribunal. Là, je me retrouve à nouveau en cellule avant d'être amené dans le bureau du juge d'instruction. Le juge veut me faire signer un procès verbal rédigé et dicté par lui-même mais à mon nom. Sur celui-ci, je déclarerais avoir infligé de nombreux coups de pieds à un agent jusqu'à lui déchirer son pantalon, avoir cassé une caméra de surveillance et avoir participé à une manifestation illégale, je refuse de signer une déclaration que je n'ai pas faite. Je retourne en cellule et on m'emmène à la prison de Champ-Dollon (vendredi soir). Arrivé à Champ-Dollon, je ne suis pas examiné comme cela se fait en général. Je me retrouve en cellule avec quatre personnes. J'y reste jusqu'à lundi soir et c'est que samedi soir que j'obtiens un constat de coups que je n'ai d'ailleurs toujours pas entre les mains.

LA CARAVANE PASSE, LA POLICE TABASSE

Communiqué de la caravane sur la répression à Frambois - 27 mai 2005

A la suite d'une incarcération sous mesures de contrainte d'un requérant débouté faisant partie des 523, un groupe de la caravane hors-contrôle (...) décide d'aller exprimer son soutien à cette personne en se rendant à la prison de Frambois (banlieue genevoise) où elle est incarcérée.

Un rassemblement d'une quarantaine de personnes a alors lieu devant la prison. Durant dix à quinze minutes, les participantEs présentEs font du bruit au moyen de casseroles et de slogans. Aucune déprédation n'est commise.

Alors que les gens sont en train de partir, des policiers arrivent, leur barrent le chemin et sans aucune sommation se mettent à frapper dans le tas. L'intervention est extrêmement violente. Des menaces sont proférées : «je vais te couper les jambes», «ça sera comme ça tout le week-end»... ; des insultes sont lancées : «salope de gauch»... et des coups portés : un policier vide à bout portant un spray au poivre sur le visage d'une personne et lui administre des coups de matraque. Cet individu sera par la suite transporté à l'hôpital. Autre scène : une femme est jetée à terre, deux policiers s'agenouillent sur elle et lui écrasent la tête, en la relevant, un des policiers lui donne un coup de matraque dans les jambes. Lorsqu'elle se laisse traîner vers la voiture, le flic lui fait une clé de bras, elle dit qu'elle a mal, il serre plus fort. Dans le véhicule, un policier lui envoie une immense claque... et la relâche ! Par la suite, une deuxième brigade de police arrive et tous et toutes seront contrôléEs dans une grande confusion avec des ordres contradictoires: «reprenez vos vélos», «ne bougez pas», «couchez-vous par terre»...

Cette intervention gratuite, insensée et très violente a duré quarante minutes. Quatre interpellations ont été effectuées. Avant d'être emmenées, ces quatre personnes ont été abondamment tabassées. A l'heure actuelle, c'est-à-dire 17 heures après, nous sommes toujours sans aucune nouvelle de trois de ces personnes !

(...) Nous dénonçons la violence gratuite et sadique de ces agents de police, conscients de leur impunité judiciaire.

Nous dénonçons la recrudescence des manifestations de la violence d'Etat que représente autant l'utilisation des mesures de contrainte que la répression de celles et ceux qui s'y opposent.

Italie, la série noire continue

Après une nouvelle vague d'arrestations d'anarchistes en Italie, c'est le serveur de la Croix Noire Anarchiste, dont la page est hébergée par www.filiarmonici.org (un groupe pour un monde sans prisons), qui a été séquestré fin mai sur ordre des procureurs de Bologne et de Rome. Cela ne rappelle que trop salement le séquestre du serveur d'Indymedia à Londres il y a quelques mois sur injonction italienne (T'Okup! 47)

ANTIFA – quo vadis? Réflexions sur l'antifascisme radical en Allemagne

Traduit et adapté par antifa-lausanne à partir d'un article de Michail Fanelli, paru en allemand dans Megaphon, n°283, mai 2005. Bien que marqué par le contexte particulier allemand, ce texte pose des questions de fond assez universelles sur ce que pourrait/devoir être une antifa radicale conséquente.

Un coup d'oeil sur la mouvance antifa de ces dernières années en Allemagne révèle une dislocation croissante des structures issues des années 1990. Les exemples les plus parlants de l'histoire récente sont la dissolution de l'Antifa K (Cologne) et de l'Antifa M (Göttingen) au printemps 2004. Les débats avec la branche « antinationale »¹ au sein de la mouvance antifa ont contribué en partie à cette évolution. Cependant, là derrière se cache plus qu'un conflit interne de la scène antifa.

En effet, c'est bien plus l'absence d'une stratégie politique (ou au moins des débats à ce propos) qui pose problème. La dissolution des groupes de Cologne et de Göttingen a clairement été expliquée par le manque de contenus de fond. Ce qui autrefois aurait encore provoqué des pages et des pages de communiqués et des débats enflammés dans les journaux de la scène, n'est plus aujourd'hui sujet qu'à une courte notice sur une page internet. Mais cette rupture n'est pourtant pas arrivée du jour au lendemain.

Les années 90

Le naufrage du concept d'« antifascisme révolutionnaire » des années 1990 (l'antifa est une lutte globale, le travail antifa n'étant alors qu'un levier pour une critique radicale des rapports de domination) s'est amorcé au plus tard avec la dissolution au niveau national des alliances AA/BO (Antifaschistische Aktion / Bundesweite Organisation) et BAT (Bundesweites Antifaschistisches Treffen), respectivement en 2001 et 2002. Les deux structures avaient été créées au début des années 90 pour réagir aux changements des conditions politiques et sociales: l'intégration de l'Allemagne de l'Est après la chute du mur et les pogroms racistes qui l'ont accompagnée déterminaient le climat social. La création d'une organisation en réseau, capable de conduire des débats stratégiques et des campagnes au niveau national, semblait ouvrir de nouvelles perspectives. Mais dans ces alliances, il s'avéra y avoir un écart entre ces objectifs et la réalité. A la fin des années 90, les conditions politiques de la pratique antifasciste se sont modifiées avec le travail acharné des nazis pour s'accaparer l'espace public avec des marches et des défilés. Les structures antifa nationales n'ont plus réussi à remplir leur rôle de débats sur l'attitude à adopter, et la lutte antifa s'est dès lors quasiment limitée à réagir aux manifestations publiques nazies par des contre-manifestations. Avec le rythme soutenu de leurs manifestations, les nazis ont de plus en plus commencé à dicter les apparitions publiques de l'antifa. Pour infléchir la baisse de la capacité de mobilisation, on a commencé à organiser des actions de protestation sous forme d'événements fun. La résistance devait avoir un caractère d'événement.

Après les années 90: quant la nuit est la plus sombre...

En été 2000, plusieurs ressortissants juifs ont été blessés dans un attentat à la bombe, qui

était vraisemblablement le fait de nazis. Cela provoqua jusque dans les hautes instances de grandes envolées contre l'extrémisme de droite, jusqu'au chancelier Schröder qui appela au « soulèvement citoyen ». Mais une fois la vague d'indignation médiatique passée et au vu des débats chauvins sur la place de l'Allemagne et sur l'immigration, un « soulèvement » n'en devenait que moins plausible. Les structures antifascistes d'orientation autonome ne réussirent pas non plus dans cette période d'antifascisme étatique à gagner une visibilité plus large. De plus, les projets antifascistes qui ne voulaient pas prendre les formes et les contenus politiques de la société civile bourgeoise, ne pouvaient avoir une quelconque prétention à la manne des fonds d'encouragement et autres subventions. Quant aux syndicats, partenaires traditionnels des alliances antifascistes, ils sont actuellement plus occupés par la défense des acquis sociaux et par leurs déchirements internes. De plus il y a un fossé entre les fonctionnaires syndicaux et les simples membres. Seuls les premiers ont encore une vague conscience antifasciste ou antiraciste, tandis que les opinions racistes chez les syndiqués de base dépassent la moyenne de la population globale.

Le même problème se pose régulièrement au sein du PDS (parti du socialisme démocratique: parti néo-communiste, successeur de l'ancien parti communiste de RDA) ou chez des partenaires du gouvernement comme les associations de persécuté-e-s de l'époque nazie, dont le principal champ d'activité consistait en des témoignages de contemporain-e-s. Le fait est que de moins en moins sont encore en vie, ce qui diminue leur impact social et la capacité de mobilisation.

Outre le renforcement des espaces alternatifs de gauche et la dénonciation des attaques perpétrées par les structures nazies, la construction d'un consensus antifasciste large doit pourtant être un des objectifs centraux du travail antifa. Cela implique aussi bien un bon travail de presse que l'implication dans des alliances larges. Ces alliances sont souhaitables aussi longtemps qu'il est possible d'y défendre ses propres positions sans faire des compromis majeurs.

Tout cela signifierait également que l'antifascisme radical fonde sa pratique de terrain sur une analyse politique, qu'il soit capable de partager ces positions et qu'il n'agisse pas uniquement sur la base de la révolte juvénile. Pourtant, à l'heure actuelle, de nombreux groupes antifascistes ne se soucient pas de ce travail d'élargissement pour toucher l'ensemble de la société. A la place, on assiste à une politique d'identification principalement auto-référentielle qui se base sur les mythes et les formes d'action politique des années 90, ainsi que sur des codes culturels tels que l'habillement ou la musique. Cette tendance « identitaire » de démarcation par rapport au flux social dominant est paradoxalement encore renforcée par l'intégration des positions de droite nationaliste dans le discours

politique dominant: immigration limitée aux stricts critères des besoins économiques, renoncement aux acquis sociaux pour un « Standort Deutschland » (Allemagne comme lieu de production et d'investissement), débats sur les questions d'« identité allemande », etc.

... le jour suivant se lève

Pourtant, il y a aussi des expériences prometteuses pour l'antifa, surtout au niveau local. Par exemple à Brandebourg où une campagne de formation orientée sur la durée rencontre quelque succès en liant travail d'information et travail vers « les jeunes ». Des alliances spécifiques régionales larges s'imposent régulièrement avec succès contre la présence des nazis dans l'espace public. Dans le domaine de la recherche et de l'archivage, on peut aussi compter sur une continuité structurelle. Toutefois il est indéniable que la mise en plan de structures nationales a laissé un vide.

L'année dernière, on a pourtant assisté à une croissance réjouissante de la mobilisation antifasciste. Ainsi, tant la marche nazie du 1^{er} mai 2004 à Berlin que celles à Leipzig et Potsdam en automne de la même année ont pu être empêchées ou fortement raccourcies par des actions directes. Ces succès sont pourtant trop dépendants des intérêts politiques des autorités municipales concernées et des cycles de mobilisation conjoncturels du mouvement pour pouvoir offrir une perspective politique à long terme. Néanmoins, de telles contre-manifestations sont partie intégrante de la pratique de terrain et reprennent de plus belle cette année. Notamment lors des mobilisations nazies du premier mai et surtout du 8 mai, jour de la fin de la deuxième guerre mondiale, où le fait que les autorités ne pouvaient pas se permettre une publicité tapageuse des défilés nazis dans la presse internationale a constitué une certaine chance.

Toutefois, il n'en demeure pas moins que des victoires occasionnelles contre les défilés nazis ne peuvent pas remplacer les débats de fond, la discussion sur les contenus politiques et l'orientation stratégique. Un renforcement des liens et un travail plus poussé d'élargissement seront inévitables si l'antifa aspire à avoir un plus grand impact social, et pas seulement à apparaître comme une subculture « identitaire » ou un parcours politique pour des jeunes qui veulent se donner des frissons.

Voir aussi www.antifa.de/



¹ antideutsch: il s'agit d'un conflit qui déchire la scène allemande, d'aucun-e-s voulant suppléer au concept traditionnel d'internationalisme celui d'antinationnalisme. Ce débat est marqué par une situation qui voit le retour en force du questionnement social sur l'identité collective et le retour d'une « conscience allemande », à un moment où l'Allemagne est confrontée aux difficultés de la réunification, à la question de l'intégration européenne et à une volonté de tourner la page du passé nazi.

Pousser les toxicomanes vers l'espace autogéré: quelle mouche à donc piqué la municipalité?

Début mai, le projet de la municipalité de parquer les personnes toxicomanes et marginalisées à la promenade de la Solitude s'est heurté à la non-intempération des personnes concernées et à l'indignation générale, tant dans le milieu du travail social que dans les courriers de lecteurs/trices. Ci-dessous le communiqué de l'espace autogéré au lendemain de l'annonce de la municipalité.

En matière de politique anti-drogue, le trou du au chantier du métro M2 est une opportunité qui tombe à pic: le chantier qui a suivi a en effet obligé les toxicomanes, marginaux-ales et autres indésirables de notre société de consommation à délaisser le parvis de l'église St-Laurent au centre ville de Lausanne.

Dans les hautes sphères politiques, on espère bien saisir cette occasion pour qu'ils/elles n'y reviennent jamais. Sous la pression de ces commerçant-e-s, la municipalité de Lausanne a commencé par supprimer le banc circulaire de la rue de l'Ale, où tous-tes les « indésirables » se sont installé-e-s. Dans la lancée, elle annonce par voie de presse que les toxicomanes seront fermement prié-e-s de se déplacer vers la promenade de la Solitude à César-Roux (juste à côté de l'espace autogéré).

Une politique de harcèlement policier appliquant la tolérance zéro est censé convaincre les réticent-e-s à se déplacer vers ce nouveau lieu.

Cacher cette misère que l'on ne saurait voir

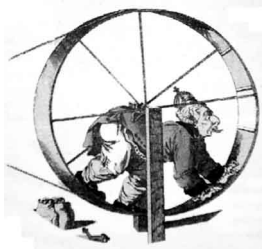
Depuis quelques années, inspirée par les idéologies sécuritaires qui veulent faire place propre dans les zones commerciales, les autorités s'évertuent à trouver des pseudo-solutions pour contenir la population marginale trop visible au centre-ville. Elles s'appuient pour ce faire sur le néologisme d'« incivilités », terme qui permet de criminaliser à peu près tout et n'importe quoi aux yeux de l'opinion sans avoir besoin de définir de quoi il s'agit.

Le milieu des années 1990 a ainsi été marqué par une succession d'opérations policières qui ont appliqué une véritable diversité de tactiques: rafles massives, chasse aux dealers (qui s'est principalement concentrée sur une chasse au faciès), mise sur pied de sociaux-flics (d'abord des policier-e-s eux-mêmes, puis des médiateurs-trices au rôle ambigu) et introduction d'interdictions de périmètre. Parallèlement, la Soupe populaire a été reléguée de la place St-Laurent à la Riponne, puis dans des locaux décentrés (St. Martin).

Bref, à défaut d'avoir pu s'attaquer aux causes, on s'en est pris aux effets visibles. Il est vrai que pour une capitale olympique tout est question d'image, on ne saurait tolérer des tâches sombres sur la citymap, et comme on nous le martèle depuis une législature: la propreté c'est la sécurité. Seulement voilà, à force de mettre la poussière sous le paillason, celui-ci risque de finir par se soulever.

Toxicomanes - lieux alternatifs : d'une pierre, deux coups

Le choix de la municipalité de pousser les toxicomanes vers la promenade de la Solitude où elle leur fait miroiter une certaine marge de tolérance n'est pas innocent. Le



choix officiel qui motive ce déplacement (la proximité du Centre St-Martin et des nouveaux locaux de la Soupe populaire) n'est il pas une politique claire de « ghetto »? Il se trouve aussi que ce parc jouxte les locaux et le jardin de l'espace autogéré. Il ne se

trouve également qu'à quelques centaines de mètres du centre culturel Chien Rouge.

On voit déjà venir gros comme une maison l'amalgame alternatifs = drogués.

Faut-il rappeler le rôle des drogues dures dans la lutte des autorités contre les lieux de contestation? Au début des années 1980, le centre autonome de Lôzane Bouge a ainsi pourri de l'intérieur avant qu'une descente de police ne vienne lui donner le coup de grâce. A Berne ou à Genève aussi, la police a souvent repoussé le deal et les consommateurs/trices autour des centres alternatifs, laissant à ces derniers le soin de se débrouiller tant bien que mal avec cette population.

Mais la Municipalité a négligé certains autres paramètres car le quartier de César-Roux compte également un nombre considérable d'habitations ; de plus, le square en question est très prisé des gymnasiens-ne-s du Bugnon et de la Cité qui viennent y prendre leur pique-nique.

La prévention c'est la répression

On rit presque lorsque la municipalité prétend coupler prévention et répression, à moins qu'elle n'entende par là, comme l'affirmait récemment un chef de police, que « la répression est une forme de prévention », dans quel cas on ne peut évidemment plus opposer aucun argument rationnel.

Peu importe si les mesures sont jugées inadéquates par les spécialistes du terrain ; quant aux personnes concernées en premier lieu et regroupées sous le nom générique de « toxicomanes », on ne leur a tout bonnement pas demandé leur avis.

Le communiqué alarmiste de la municipalité semble donc bien ne répondre qu'à une chose: aux récriminations de quelques commerçant-es, qui semblent avoir la main longue.

Le dossier de l'« incivilité » est très clairement utilisé à des fins politiciennes et populistes et les personnes toxicomanes en font les frais en étant désignées comme bouc-émissaire. On aurait pu s'attaquer aux incivilités des conducteurs-trices irascibles aux heures de pointes, à la forme de dégénérescence de la prétendue civilisation que constitue l'ouverture nocturne des magasins (ou leur ouverture tout court), à la pollution visuelle exercée par la publicité qui envahit le moindre recoin de l'espace public, etc.

Mais cela aurait certainement été moins porteur pour les élections qui se profilent..

<<< Manif à 18 juin à Berne, suite de la page 1

saurait et le problème serait assez vite réglé. Mais beaucoup le suivent, beaucoup lui emboîtent le pas, beaucoup laissent tout bonnement faire et s'accommodent fort bien de sa présence. (...)

Face à ce bloc monomaniaque, des résistances se développent et se consolident heureusement, dans divers secteurs de la société moins préoccupés par les enjeux électoraux et les carrières personnelles. Mais les riches savent bien se défendre et lancer, contre les mouvements en révolte, leurs larbins-usuel-le-s: bureaucrates, juges, flics, militaires. Nous l'avons désormais tou-te-s expérimentée dans nos luttes sectorielles, cette tentative de criminaliser et briser les résistances par une répression chaque jour mieux orchestrée.

Tout ceci est bien trop triste et con: Géographiques ou dans nos têtes, moquons-nous des frontières

Frontière nationales, frontières continentales, forteresses en tout genre ne servent qu'à une chose: diviser des gens à qui on veut faire croire qu'ils/elles ont des intérêts antagonistes; rejeter des gens qui, par le fait même qu'ils/elles se déplacent sans y être requis-e-s, mettent en cause la répartition des ressources imposée par le capitalisme.

D'aucun-e-s ont espéré que la construction européenne fût un moyen de repousser les frontières; ou ont cru qu'elle pouvait être un projet susceptible de promouvoir le progrès social. L'Europe se révèle pour ce qu'elle est: un projet ultralibéral et foncièrement raciste. Elle prolonge la logique de l'Etat-nation; elle multiplie les moyens liberticides.

Alors pourquoi gaspiller ses espoirs et ses énergies à des projets qui nous enferment? N'y a-t-il vraiment pas d'alternative aux horizons qu'on nous impose? Depuis des décennies, on s'épuise à vouloir s'en tenir, comme toute vision politique possible, à un terme rafistolage du système capitaliste, visant au mieux à en atténuer la brutalité. C'est un peu comme si on était en prison et qu'on luttait pour avoir le droit de choisir la couleur des barreaux. On pourrait avoir envie de sortir en plein air et de raser la prison pour bâtir d'autres façons de vivre ensemble. On pourrait croire que c'est possible. Nous sommes convaincu-e-s que, même si l'idéal ne se réalise pas demain, il peut guider notre action et nous aider à nous défaire des frontières qu'il y a dans têtes. Au quotidien, la solidarité est une arme. Alors, **Osons l'utopie! Balayons les frontières! Luttons pour sortir du capitalisme!**

Groupe anti-répression (GAR), Lausanne

Appel unitaire à la manif dite "La Suisse, c'est nous" à voir sous: http://www.ohneuns.ch/wdsindex_fr.html

Prochaines activités à l'espace

Jeudi 23 juin: concerts, 21h

Soft Serve (électro noise pop)
Protman (ordi miouse)
Machinist (noisy-dance)

Jeudi 30 juin: exercice de théâtre, 20h

Les présidentes, de Werner Schwab (extr.)

Pour les événements extraordinaires durant la pause de l'été, voir

www.squat.net/ea (agenda)

aucun
être humain
n'est
illégal